

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** 4 (1859)  
**Heft:** 3

**Artikel:** Propos stratégiques  
**Autor:** [s.n.]  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-328822>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 23.11.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## PROPOS STRATÉGIQUES

On entend dire souvent que la stratégie est la science des généraux. Nous disons, au contraire, que dans un pays de milices démocratiques la stratégie doit être une science aussi vulgaire que le droit public, car elle entre pour une large part dans les débats de la politique locale, cantonale et fédérale. Assurément nous n'exigerons pas que tous nos soldats-citoyens soient capables de combiner un plan de campagne dans tous ses détails, ni qu'ils s'exercent aux applications, mais il faut qu'ils en connaissent assez pour tempérer l'exercice absolu de leurs droits civiques quant aux jugements qu'ils portent sur tel ou tel acte, telle ou telle question liée à la défense du pays, et qu'ils ne se laissent pas circonvenir dans leurs appréciations par des apparences trompeuses. Il n'y a pas besoin, pour cela, de longues études ; la lecture de trois ou quatre campagnes de Napoléon, comparées à autant du Grand-Frédéric, et lues surtout dans Jomini, suffirait, à rigueur, pour avoir une idée de ce qu'est une base, une zone, un front, une ligne d'opérations, une ligne de communication, un point décisif, une position centrale, etc., ainsi que des propriétés spéciales attachées à chacun de ces éléments des opérations.

Nous ne voulons pas ici remonter à ces définitions, et cependant à chaque instant dans les discussions militaires qui ont lieu en Suisse, on voit qu'il serait nécessaire de rappeler des voix souvent fort tranchantes à l'*a b c* des premières notions de la stratégie. Si nos officiers, et surtout nos sous-officiers, étaient mieux instruits dans cette branche de l'art de la guerre, il se répandrait dans le public moins de préjugés et d'énormités, qui peuvent avoir un poids fatal à l'heure du danger, en ce qu'ils nuisent à la confiance nécessaire aux chefs. Sans notions de stratégie, on peut facilement prendre une concentration pour une retraite, et une manœuvre sagement combinée pour une lâcheté. Avec la même facilité on peut prendre une téméraire folie ou une fanfaronnade pour de l'audace ; dans les deux cas on se fourvoie. On nous dira que l'armée doit obéir sans raisonner. Cela se voit, en effet, dans les armées permanentes, et là, cependant encore, souvent la troupe raisonne et juge.

En Suisse l'armée juge ses chefs et les opérations à tort et à travers ; elle les juge avant, pendant et après le service, sans miséricorde, et, quoique ces jugements soient souvent injustes, il est bon que notre armée ait ce défaut — ou cette qualité, comme on voudra — car chez nous le ressort essentiel n'est pas la gloire militaire, mais le patriotisme, et pour que ce patriotisme se soutienne parmi les troupes, il faut que celles-ci s'intéressent aux choses du pays. Comment s'y intéresser sans juger, sans critiquer, quelquefois même avec passion ? Or pour que cette qualité, selon nous, de nos troupes, ne devienne pas un défaut, il faut que les jugements des masses soient le plus éclairés possible, et voilà pourquoi nous désirerions que la stratégie fût une science plus populaire qu'elle ne l'est. Un officier qui élaborerait un petit résumé, une sorte de catéchisme stratégique à l'usage des officiers et des sous-officiers, rendrait un service non seulement à l'armée, mais au pays.

Ce serait, il est vrai, une œuvre difficile, surtout pour la réduire sous un petit volume, mais qui n'aurait que plus de mérite.

\* \* \*

La plus grave et la plus commune des erreurs qu'on commet en Suisse sur la défense quelconque d'une frontière est de confondre l'intégrité du territoire politique avec une sorte d'intégrité militaire du sol. Il doit y avoir cependant entre les deux une grande différence. Sur plus d'une de ses frontières, la Suisse ne saurait risquer une opération heureuse qu'en abandonnant une partie de son territoire, tandis que sur d'autres points elle serait, au contraire, obligée de passer au-delà de la frontière politique. Souvent ce serait à choisir entre les deux hypothèses, et le précepte qui doit diriger ce choix est celui-ci : « Ne pouvant tout » couvrir à la fois, sans s'exposer à tout perdre, il faut savoir sacrifier l'accessoire » pour garder le principal. » Or le principe de l'intégrité de notre territoire, principe très beau en politique, base sacrée de l'alliance confédérale, doit, dès qu'il s'agit d'opérations militaires, se subordonner au précepte que nous venons d'émettre. Qu'on en tienne compte, autant que possible, dans le conseil avant d'arrêter un projet d'opérations, soit ! mais qu'on ne base pas un plan de campagne sur cette donnée, car, en vérité, ce serait, dans la plupart des cas, courir en aveugle au devant d'un désastre.

Ainsi, quand on parle de rectifications de nos frontières ou de cessions territoriales, comme on le fait à l'occasion de la vallée des Dappes, on peut, sans doute, invoquer le principe *politique* de l'intégrité du territoire, mais il faut se garder de poser en axiome que tout point de nos frontières doit être défendu. C'est tout simplement impossible. Cette prétention indique les meilleurs sentiments patriotiques, mais non le meilleur mode de défense. Pour se convaincre de la chose il n'y a qu'à faire suivre l'axiome d'un plan détaillé des mouvements à opérer, alors on voit se démontrer par l'absurde l'erreur de l'axiome lui-même.

\* \* \*

M. le major Ami Girard vient de publier une brochure où il parle de l'importance militaire de la vallée des Dappes.

Nous ne voulons pas nous arrêter longuement sur cet écrit ; à notre avis, la discussion de la question est close. Dans l'état actuel des relations générales de la France en Europe, la solution du conflit des Dappes n'est plus possible comme acte isolé de la Suisse et de la France seules, sans attirer à notre neutralité des embarras plus grands encore que ceux du *statu quo* litigieux. Le futur congrès européen englobera sans doute la question des Dappes dans des affaires bien autrement importantes.

Mais nous tenons à relever, dans cette brochure, quelques arguments militaires qui nous paraissent faux. Nous le faisons sous la même impression qui nous a engagé à combattre les opinions attribuées à M. le colonel Ziegler et celles émises dans une brochure d'un citoyen genevois. Ce n'est pas pour nous donner le plaisir de régenter à droite et à gauche, mais parce que nous croyons qu'il y a du danger

à laisser accréditer, en temps de paix, des idées sur la défense de la Suisse qui peuvent avoir une fâcheuse influence en temps de guerre.

Cet officier propose, par exemple, un plan de défense de la vallée des Dappes (page 43) dans lequel trois à quatre divisions de l'armée fédérale occupent le district de Nyon. Pour couvrir le reste de la frontière suisse, soit dès Neuchâtel à Bâle, il resterait donc 5 à 6 divisions. Or Berne est à 3 marches de la frontière française; Nyon est à 4 marches de Berne. L'ennemi pourrait donc paraître en force devant Berne avant que les troupes disloquées dans le district de Nyon eussent le temps d'arriver. Trois ou quatre de nos divisions pourraient être écrasées sous les murs de la capitale, c'est-à-dire à un point décisif, tandis que 4 divisions seraient restées presque inactives sur le Léman. On aurait sauvé Nyon et les Dappes, mais perdu Berne !

Si M. Girard met 3 à 4 divisions dans le district de Nyon, il est probable qu'il mettrait bien une des autres à Bâle, une autre dans le Porrentruy, une autre à la Chaux-de-Fonds et Val-de-Travers, une autre à Genève, une autre nous ne savons où, en réserve peut-être. Avec un dispositif semblable, il n'est pas difficile de prévoir ce qui arriverait. L'ennemi laisserait tranquillement notre gauche dans son cul-de-sac, en l'amusant par des pétarades, se porterait sur notre centre avec ses forces principales, où il n'aurait à faire qu'à deux, au plus trois divisions, et serait en 3 à 4 jours au cœur de la Suisse. Il aurait ensuite facilement raison de nos 4 divisions acculées à un lac, puis des autres isolées au Nord. Le principe politique de l'intégrité du sol helvétique serait sauf, mais la Suisse serait perdue ! Voilà où l'on arrive avec des axiomes faux, logiquement développés.

M. Girard a fait, pour terminer sa brochure, un petit roman qui montre beaucoup d'imagination et qui est vraiment dramatique. Il donne la description de deux combats, finissant, comme au théâtre, par la déroute complète des ennemis, et suit pour cela le modèle donné par M. de Massenbach dans sa critique des opérations en Champagne, c'est-à-dire qu'il fait manœuvrer les deux adversaires à volonté. C'est un système très commode, car, en dirigeant les deux jeux, il n'est pas difficile de gagner ; mais si, d'entrée, il y avait une différence, même minime, entre les mouvements du roman et ceux de la réalité, tout ce qui s'ensuit tomberait à faux. C'est ce qu'a fait M. Girard.

Laissant de côté le premier combat, où une armée française est repoussée par des carabiniers (page 43), nous passons au second (page 46). C'est un cas difficile, la vallée des Dappes est prise par l'ennemi.

Aux pages 40 et 41, l'auteur nous dit que la France n'attaquerait pas la Suisse sans y mettre au moins 75,000 hommes.

A la page 44, l'auteur suppose qu'une brigade française a occupé la vallée ; il faut à tout prix l'en chasser !

A la page 45 se déroule le plan à cet effet : « Cinq divisions de l'armée fédérale, dit M. Girard, devraient, le plus rapidement possible, être concentrées, une à Genève, une à Nyon, une à Romainmotiers, une à Ballaigues et Vallorbes,

» enfin la cinquième à Orbe. En outre, d'autres troupes, appartenant à la classe  
» de la landwehr, se concentreraient à Genève, à Morges et à Yverdon. » Puis  
l'auteur fait manœuvrer ses divisions par la vallée de Joux, par le Noirmont, par  
la Dole, et ajoute ensuite : « On nous permettra d'admettre, qu'à ces attaques com-  
» binées la brigade française ne résisterait pas, malgré qu'elle eût reçu quelques  
» renforts. On se fortifierait, comme il a été dit précédemment, et l'on attendrait  
» l'armée ennemie dans une position défensive. Il va sans dire que des dispositions  
» seraient prises sur les autres frontières. »

Nous aussi nous admettons que *cinq divisions* fédérales viendraient bien à bout  
d'*une brigade* française ; mais que se passerait-il pendant ce temps sur les autres  
frontières, où M. Girard reconnaît qu'il faudrait prendre aussi des dispositions ?

Pour ces dispositions-là, il nous resterait quatre divisions fédérales, soit environ  
40,000 hommes. L'armée française opposée serait forte de 75,000 hommes moins  
*une brigade*, soit 70,000 hommes (nombres ronds). Admettons même que le gé-  
néral français en détache encore 5,000 hommes sur les Dappes et Genève, il lui  
resterait 65,000 hommes ; et si, avec cette force imposante, il lui prenait fantaisie  
de marcher sur Berne, nous n'aurions que 40,000 hommes à lui opposer, pendant  
que quatre à cinq de nos divisions pourchasseraient *une brigade* à l'extrémité du  
Jura ! En vérité, serait-ce de la guerre sérieuse ?

Après cela nous sommes loin de contester tout mérite à la brochure de M. Girard.  
Elle se recommande par un langage ouvert, par un esprit remarquable d'investi-  
gation, par des sentiments très patriotiques et par un style agréable et animé.

Quant à ses conclusions, l'occupation militaire de la vallée, nous les trouvons  
parfaitement en harmonie avec le point de vue de l'auteur ; mais on ne peut les  
admettre qu'en se préparant à une guerre contre la France, et nous ne croyons pas  
que, dans les circonstances actuelles surtout, cette guerre fût populaire en Suisse  
pour un motif aussi minime.

\* \* \*

Il nous semble entendre d'ici nos amis de Genève nous dire : « Avec vos princi-  
pes sur la défense de la Suisse, que faites-vous donc de nous, extrémité gauche, en  
cas de guerre à l'Occident ? » — La réponse est pénible à donner à d'aussi bons  
camarades ; mais la voici en toute franchise : « On doit vous défendre en enva-  
hissant la France jusqu'au delà du Jura ; ou vous abandonner à votre excentrique  
sort, retirer de votre ville le matériel de campagne et l'élite, n'y laisser que  
la landwehr qu'on abriterait derrière quelques ouvrages de campagne rapide-  
ment élevés, sur la rive gauche surtout, garnir ces défenses des vieux canons et  
autres engins qu'il ne vaut pas la peine de mobiliser, renforcer ces défenseurs d'un  
Léonidas et de 500 Spartiates de la Suisse allemande, pour le maintien du prin-  
cipe de la solidarité, élever des barricades, surexciter un peu la population ; alors  
il est probable que la rive gauche pourrait ainsi tenir quelques jours et être déli-  
vrée par quelque opération décisive sur un autre point, ou qu'en tout cas elle suc-  
comberait avec honneur militaire, mais sans affaiblir l'armée suisse et sans autres

pertes que celles prévues d'avance. Y lancer une division entière serait trop nous affaiblir, car elle pourrait facilement se trouver isolée. Même au cas où cette division pût se retirer par la Savoie, le Valais, la Gemmi, etc., elle serait pour assez longtemps inutile — et cela à un moment critique sans doute.

\* \* \*

Dans un des derniers numéros de la *Schw. Milit. Zeitung* figure un article intéressant sur la réorganisation de l'artillerie de position en Suisse. L'auteur porte à 182 le chiffre de nos bouches à feu de gros calibre (ce qui est inférieur au chiffre réel) et demande une augmentation de ce matériel. Nous partageons en plein cet avis, quoique le nombre de nos bouches à feu de position ait récemment été déclaré suffisant par la commission fédérale d'artillerie, vu les réserves des arsenaux cantonaux. Mais nous différons sensiblement avec l'auteur sur l'usage qu'on doit en faire. Suivant lui une défense de la frontière nord de la Suisse, dans l'hypothèse, par exemple, d'événements semblables à ceux présumés en 1856-1857, demanderait environ 100 bouches à feu à Bâle, sans compter un nombre qu'il ne détermine pas, mais qui serait sans doute aussi d'une centaine, à Augst, Rheinfelden, Kyburg, Coblenz, Kaiserstuhl, Eglisau, Schaffouse, couvent de Paradies et Schwatterloch. Cela ferait sur un espace de 25 lieues, 10 points fortifiés, tous au bord du Rhin.

Si l'on nous parlait de plans purement offensifs, nous comprendrions ce riche cordon d'ouvrages à notre extrême frontière pour faciliter une invasion en Allemagne et garder, après cela, nos lignes de retraite. Mais en se plaçant essentiellement, d'après l'auteur, au point de vue de la défensive, ce dispositif est vicieux.

Nous ne pouvons pas espérer de garder tout le cours du Rhin ; notre surveillance pourrait facilement être mise en défaut sur un des points, ou bien l'un d'eux pourrait être enlevé de vive force, car sur une partie du fleuve, la rive droite domine la rive gauche. Si donc l'ennemi parvenait à pénétrer en forces, par vigueur ou par surprise, sur un seul des points de ce cordon, tous les autres deviendraient sans valeur. Et en supposant que les troupes ainsi disloquées pussent faire leur retraite encore assez à temps pour se concentrer, néanmoins il est plus que probable que le matériel serait perdu.

Si l'on veut s'occuper de positions à fortifier, dans lesquelles il faut accumuler des réserves de bouches à feu pour en garnir des ouvrages de campagne, qu'on commence par les points stratégiques décisifs, qui sont Lucerne, Berne, Zurich, Brugg. Voilà ceux qu'il faut, en premier lieu, mettre à l'abri, parce qu'une fois pris par l'ennemi la déroute serait dans notre armée, tandis que nous pouvons perdre plusieurs villages au bord du Rhin sans que cet échec ait une influence majeure. Après avoir préparé la défense de ces points centraux, qu'on les couvre et qu'on songe, pour cela, à ceux des extrémités ; qu'on domine les principaux passages qui, de l'Allemagne, conduisent le plus directement vers nos villes intérieures désignées ci-dessus, en établissant sur le Rhin trois à quatre groupes d'ouvrages, qu'on fasse de bonnes routes derrière ces ouvrages et entr'eux pour pou-

voir acheminer promptement les réserves aux points menacés et retirer les forces des endroits négligés. Le rôle des fortifications à la frontière, dans une défensive, n'est pas de battre l'ennemi à plate couture partout où il montre le nez à portée de canon du territoire à défendre ; celui d'un fleuve n'est pas non plus d'empêcher absolument tout passage de troupes ennemies d'une rive à l'autre. La prétention serait exorbitante. Le fleuve, comme les postes qui se trouvent sur ses rives, a bien rempli sa mission quand il a réussi à retarder un passage assez longtemps pour que les troupes en arrière aient pu arriver et se mettre en mesure de livrer bataille à l'ennemi dès qu'il débouche du passage, c'est-à-dire dans une position qui lui est très défavorable. C'est la seule manière logique de défendre une ligne continue d'une certaine longueur. Eparpiller des troupes tout le long, c'est s'exposer à n'être fort nulle part et à être coupé sur un point, sans avoir pu même user de ses forces. Y éparpiller du matériel de position, surtout quand on reconnaît qu'on n'en a pas en quantité suffisante, et quand les capitales intérieures en sont dépourvues, serait plus dangereux encore. Ce sont là des principes reconnus de tout le monde ; mais, dès qu'on descend dans les applications, trop souvent on en dévie.

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE.

La *Schw. Milit. Zeitung* donne les motifs du transfert de l'école d'instructeurs de Thoune à Bâle, motifs qui paraissent d'autant plus légitimes que Bâle est maintenant, grâce aux chemins de fer, un point plus *central* que Thoune :

Par suite de l'introduction du nouveau fusil de chasseur et du fusil Prélat-Burnand, le tir devient pour nos troupes un exercice de plus en plus important. Il est nécessaire d'avoir une méthode plus soignée que jusqu'ici pour l'instruction du soldat dans cette partie du service, car on a reconnu l'année dernière que les fusils de chasseurs mis entre les mains de soldats peu instruits, donnaient des résultats très peu satisfaisants. En conséquence l'école d'instructeurs de cette année portera essentiellement sur le tir au fusil rayé, et Bâle étant mieux pourvu que Thoune des établissements nécessaires, l'école y a été transférée. Nous apprenons aussi par le même journal que M. le major Wydler a été chargé d'élaborer un *Manuel* pour l'exercice du tir, qui sera expérimenté à l'école d'instructeurs, avant d'être publié.

---

Le 18 janvier, dit la *Suisse*, ont eu lieu sur le Wylerfeld à Berne, des essais du fusil de guerre transformé d'après le système Prélat-Burnand. Un grand nombre de députés à l'Assemblée fédérale étaient présents, notamment la commission du Conseil national.

Plusieurs députés ont expérimenté l'arme par eux-même. MM. Vicari, von Matt, Auf der Mauer et Arnold ont fait de fort beaux coups. A huit cents pas, c'est-à-dire à la distance normale du canon de 12 livres, M. von Matt a logé sa balle dans le carton. En somme, l'essai a parfaitement réussi.

---

Divers journaux publient une lettre de M. le colonel Ziegler, défavorable à la récente votation sur le fusil Prélat-Burnand. L'honorable colonel aurait voulu qu'on n'admit cette transformation que pour les compagnies de chasseurs, qu'on gardât les